



Nations Unies

Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

Assemblée générale

Documents officiels

Soixante-dix-neuvième session

Supplément n° 36



Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme



Nations Unies • New York, 2024

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres et de chiffres. La simple mention d'une cote renvoie à un document de l'Organisation.

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	4
II. Activités du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l’homme	5
A. Mécanismes internationaux relatifs aux droits humains	5
B. Développement	7
C. Paix et sécurité	10
D. Non-discrimination	13
E. Établissement des responsabilités	16
F. Participation	18
III. Gestion et administration	21
IV. Conclusions	22

Chapitre I

Introduction

1. Soumis en application de la résolution [48/141](#) de l'Assemblée générale, le présent rapport donne un aperçu des activités menées par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) à Genève, à New York et sur le terrain, du 1^{er} janvier au 30 juin 2024. Il doit être lu en parallèle avec le rapport annuel du Haut-Commissaire au Conseil des droits de l'homme ([A/HRC/56/20](#)), dans lequel sont récapitulées les activités conduites par le Haut-Commissariat entre le 1^{er} juillet 2023 et le 1^{er} mars 2024. Au 30 juin 2024, le Haut-Commissariat comptait 88 présences sur le terrain dans 84 pays.

2. Au cours de la période considérée, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Türk, a effectué des missions en Belgique, au Burkina Faso, au Chili, en Égypte, aux États-Unis d'Amérique, en France, en Iraq, en Italie, en Jordanie, au Liechtenstein, en Malaisie, en Norvège, en République démocratique du Congo, en République démocratique populaire lao, au Saint-Siège et en Thaïlande. La Haute-Commissaire adjointe aux droits de l'homme a effectué des missions en Belgique, en Iran (République islamique d'), au Kenya, au Qatar, en République-Unie de Tanzanie et en Suisse. La Sous-Secrétaire générale aux droits de l'homme et Chef du Bureau de New York du Haut-Commissariat aux droits de l'homme a effectué des missions en Belgique, aux États-Unis d'Amérique, au Nigéria et en Thaïlande.

3. Le HCDH, qui s'efforce de tenir la promesse faite dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, se laisse guider par un plan de gestion stratégique visant à raviver l'élan mondial en faveur des droits humains et favoriser l'inclusion, l'égalité et la diversité. Œuvrant à la concrétisation de l'appel à l'action en faveur des droits humains lancé par le Secrétaire général et dans le cadre du lancement de l'Agenda pour la protection¹ à l'échelle du système en février, le HCDH a continué d'obtenir des résultats notables grâce à l'action qu'il mène dans le système des Nations Unies pour placer les personnes et leurs droits au centre des travaux de l'Organisation, malgré les contraintes imposées par la crise des liquidités, en particulier dans les pays.

4. Dans le cadre de son action visant à renforcer l'écosystème des droits humains, les hauts responsables du HCDH continuent de s'inspirer de l'initiative Droits humains 75 et de la déclaration du Haut-Commissaire intitulée « Human rights: a path for solutions »², dont les principaux objectifs sont de promouvoir l'universalité et l'indivisibilité des droits. Cette déclaration contient huit messages, par lesquels le Haut-Commissaire souhaite orienter une action renouvelée en faveur de la paix et rappelle que les économies doivent être au service des personnes et de la planète et qu'une gouvernance efficace et des garde-fous sont indispensables au progrès numérique et scientifique. Les droits doivent être appréhendés dans un contexte plus large si l'on veut transformer les sociétés et la communauté mondiale. Cette déclaration est en prélude au Sommet de l'avenir, qui se tiendra à New York, les 22 et 23 septembre.

¹ Nations Unies, « United Nations agenda for protection: strengthening the ability of the United Nations System to protect people through their human rights », février 2024.

² HCDH, « Human rights: a path for solutions », 2024.

Chapitre II

Activités du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

A. Mécanismes internationaux relatifs aux droits humains

1. Organes conventionnels

5. Au cours de la période considérée, les organes conventionnels ont examiné 70 rapports d'États parties et adopté 9 évaluations de rapports de suivi et 114 décisions dans des procédures concernant des communications émanant de particuliers. Au 1^{er} juin 2024, 346 rapports d'États parties et 1 899 communications émanant de particuliers étaient en cours d'examen. Au 18 juin 2024, le Comité des disparitions forcées avait 755 cas en cours, soit un total de 1 086 cas émanant de particuliers traités individuellement ou collectivement.

6. Le Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants a effectué des visites dans quatre États parties au cours de la période considérée. Au cours de la même période, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, dans le cadre de sa procédure d'alerte rapide et d'intervention d'urgence, a publié une décision sur le Soudan et envoyé quatre lettres. Le Fonds spécial créé par le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants permet de financer 13 projets exécutés en 2024, et, plus particulièrement, fournit un appui aux mécanismes nationaux de prévention dans 11 États.

7. Les organes conventionnels ont systématiquement collaboré avec les États, les institutions nationales des droits humains, les organisations non gouvernementales, les autres mécanismes des droits humains des Nations Unies, les organismes des Nations Unies et les organisations régionales et autres au cours de la période considérée. Ils continuent de publier largement leurs travaux en passant par les médias sociaux et d'autres canaux, et ont reçu 184 soumissions d'organisations non gouvernementales et d'autres parties prenantes au cours de la période considérée.

8. Le HCDH a continué d'aider les présidentes et présidents des organes conventionnels à faire des propositions visant à renforcer ces organes, notamment en publiant, en avril, une version révisée d'un document de travail sur les options et les questions directrices pour l'élaboration d'un plan de mise en œuvre des conclusions des présidentes et présidents des organes conventionnels sur les travaux de leur trente-quatrième réunion³, qui comprend les commentaires portant sur le document original.

2. Conseil des droits de l'homme

9. Le Haut-Commissariat a apporté son concours au Conseil des droits de l'homme en vue de la tenue des cinquante-cinquième et cinquante-sixième sessions ordinaires.

10. Grâce au fonds d'affectation spéciale pour l'assistance technique à l'appui de la participation des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement aux travaux du Conseil des droits de l'homme, 28 représentants (15 femmes et 13 hommes) ont pu participer aux deux sessions du Conseil des droits de l'homme ; le HCDH a organisé deux cours d'initiation en présentiel à l'intention des représentantes et représentants.

³ Ce rapport peut être téléchargé à partir de l'adresse suivante : tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=INT%2FCHAIRPERSONS%2FCWP%2F36%2F36783&Lang=en.

11. Le HCDH a continué de fournir un appui aux mécanismes d'enquête indépendants mis en place par le Conseil des droits de l'homme concernant le Belarus, l'Iran (République islamique d'), le Nicaragua, la République arabe syrienne, le Soudan, le Soudan du Sud, l'Ukraine et le Venezuela (République bolivarienne du), ainsi que le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et Israël. Il a continué de fournir un appui aux experts désignés par le Haut-Commissaire en Colombie⁴, en Haïti et au Soudan.

12. Comme l'a demandé le Conseil des droits de l'homme, le Haut-Commissariat a également poursuivi son examen de la situation des droits humains au Nicaragua, en plus de l'établissement des responsabilités en République populaire démocratique de Corée et à Sri Lanka. Il a apporté son concours au Belarus pour l'achèvement de l'examen de la situation des droits humains et le démarrage du nouveau mandat du Groupe d'experts indépendants sur la situation des droits humains au Belarus.

13. Le HCDH continue de fournir un appui méthodologique, juridique, opérationnel et administratif à 11 commissions d'enquête, missions d'établissement des faits et autres organes d'investigation mandatés par le Conseil.

3. Examen périodique universel

14. Le Haut-Commissariat a apporté son concours au Conseil des droits de l'homme en vue de l'adoption des textes issus de l'Examen périodique universel et de la tenue de deux sessions du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel pendant la période considérée. Depuis sa création en 2007, le Fonds de contributions volontaires pour la participation à l'Examen périodique universel a permis à des représentants de 119 États de participer aux procédures. Le HCDH a également fourni une assistance technique aux organisations de la société civile, aux équipes de pays des Nations Unies et à d'autres parties prenantes pour la participation à l'Examen périodique universel et la présentation de rapports dans ce cadre.

4. Procédures spéciales

15. Le HCDH a apporté son concours aux travaux de 60 titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et du Comité de coordination des procédures spéciales, notamment en ce qui concerne les préparatifs du Sommet de l'avenir. Compte tenu de la crise de liquidité qui touche l'Organisation des Nations Unies, le HCDH n'a pas été en mesure de convoquer la trentième réunion annuelle des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et a dû limiter certaines activités de base des titulaires de mandat, notamment la fréquence des missions dans les pays et d'autres déplacements. Le HCDH a continué à publier largement les travaux des procédures spéciales ; ainsi, il a facilité, en avril, une conversation informelle entre le Comité de coordination et les États, la société civile et d'autres parties prenantes sur l'incidence de leurs travaux⁵. En mars, il a publié trois nouvelles brochures sur les activités menées au titre des procédures spéciales⁶.

5. Appui aux travaux des mécanismes relatifs aux droits humains

16. Le HCDH a mené des activités dans 60 pays pour renforcer la collaboration des institutions nationales des droits humains, des parlements, des organisations de la

⁴ Le mandat de l'expert du Haut-Commissaire aux droits de l'homme en Colombie a pris fin au début du mois d'avril 2024.

⁵ A/HRC/55/19, A/HRC/55/69 et A/HRC/55/69/Add.1.

⁶ Voir www.ohchr.org/sites/default/files/documents/hrbodies/special-procedures/resources/sps-thematic-activities.pdf, www.ohchr.org/sites/default/files/documents/hrbodies/special-procedures/resources/sps-hrc.pdf et www.ohchr.org/sites/default/files/documents/hrbodies/special-procedures/resources/sps-country-visits.pdf.

société civile et des équipes de pays des Nations Unies avec les mécanismes des droits humains des Nations Unies, renforcer la communication de l'information et appliquer les recommandations de ces mécanismes.

17. En 2024, le HCDH fera appel au fonds de contributions volontaires pour l'assistance financière et technique aux fins de l'application des recommandations issues de l'Examen périodique universel afin de fournir une assistance technique à 15 États pour les aider à appliquer les recommandations issues de l'Examen périodique universel.

18. Dans le cadre de son programme de renforcement des capacités des organes conventionnels, le HCDH a aidé 14 États parties de toutes les régions à collaborer avec ces organes. Il a également aidé les États à tenir les engagements pris dans le cadre de l'initiative Droits humains 75 et assuré le suivi de la campagne de ratification connexe, ce qui a permis à l'Afrique du Sud, au Bhoutan, au Congo, à la Côte d'Ivoire, au Kazakhstan, au Soudan du Sud, à la Thaïlande et à Tuvalu de ratifier 13 nouveaux traités internationaux relatifs aux droits de l'homme au cours de la période considérée.

6. Fonds humanitaires

19. Au cours de la période considérée, le fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage a accordé 45 subventions qui ont permis d'aider plus de 10 800 personnes rescapées dans 35 pays. Le fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture a accordé 183 subventions à plus de 49 000 personnes rescapées dans 93 pays, ainsi que 7 subventions annuelles pour le renforcement des capacités et 3 subventions d'urgence pour la fourniture de services essentiels à environ 1 170 personnes rescapées de la torture et membres de leur famille.

B. Développement

1. Programme de développement durable à l'horizon 2030 et objectifs de développement durable

20. Le HCDH a continué de renforcer l'intégration des droits humains dans les plans et politiques de développement, dans le cadre de son action visant à se remettre sur la bonne voie en ce qui concerne la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Au cours de la période considérée, le HCDH s'est appuyé, notamment, sur ses conseillers pour les droits humains pour aider les équipes de pays des Nations Unies en leur donnant des analyses relatives à la situation des droits humains et des conseils opérationnels pour l'élaboration de 19 analyses communes de pays et plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable⁷, et a organisé des activités de formation en Éthiopie, au Guatemala, en Indonésie et au Rwanda. En mai, le HCDH, en coopération avec l'École des cadres du système des Nations Unies et d'autres entités des Nations Unies⁸, a lancé la deuxième édition du cours en ligne sur l'intégration des droits humains, de l'égalité des genres et d'autres principes directeurs dans les cadres de développement, destiné aux équipes de pays des Nations Unies.

⁷ Argentine, Botswana, Colombie, Cuba, République démocratique du Congo, Djibouti, Éthiopie, Eswatini, Guatemala, Indonésie, Lesotho, Liberia, Mali, Myanmar, Namibie, Paraguay, Rwanda, Sierra Leone et Zimbabwe.

⁸ Bureau de la coordination des activités de développement, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et Fonds des Nations Unies pour la population.

21. En tant qu'organisme responsable de quatre indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable, le HCDH a continué de rendre compte partout dans le monde de la prévalence des décès liés aux conflits (16.1.2), des cas de meurtres de défenseurs des droits de l'homme, de journalistes et de syndicalistes (16.10.1), de l'existence d'institutions nationales des droits de l'homme indépendantes conformes aux Principes de Paris (16.a.1) et de la prévalence de la discrimination (10.3.1 et 16.b.1).

2. Droit au développement

22. En mai, le Haut-Commissariat a organisé la neuvième session du Mécanisme d'experts chargé de la question du droit au développement, à New York, consacrée à l'examen des progrès réalisés dans l'exécution de son mandat. La session a été enrichie par des informations sur les négociations récentes et en cours dans divers forums, notamment le troisième Sommet du Sud, le Forum sur le financement du développement, la Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement et la Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral. En mai également, le Haut-Commissariat a organisé la vingt-cinquième session du Groupe de travail sur le droit au développement, à Genève. Il a continué à s'efforcer d'intégrer le droit au développement dans les mécanismes interinstitutionnels.

23. En collaboration avec l'Université pour la paix, le HCDH a achevé une analyse des bonnes pratiques visant à donner effet au droit au développement dans le cadre de la coopération Sud-Sud intitulée « Good practices in operationalizing the right to development in South-South cooperation ». De plus, conjointement avec l'Université de Notre Dame, il a organisé une manifestation à la quatrième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement sur le thème « Réaliser les droits au développement et à un environnement propre, sain et durable dans le cadre d'actions climatiques mondiales et locales concernant les petits États insulaires en développement ». L'exposé s'est inspiré de la contribution du Haut-Commissariat à une étude menée par l'Université.

3. Institutions financières internationales

24. Dans le cadre de l'appui qu'il donne aux États Membres et au Secrétaire général pour que l'architecture financière internationale devienne plus inclusive, équitable et efficace, le HCDH a contribué à divers mécanismes intergouvernementaux, notamment à l'élaboration d'une convention-cadre des Nations Unies sur la coopération fiscale internationale. Il a fait, notamment, une présentation officielle sur les questions relatives aux droits humains dans les règles fiscales internationales en prélude de la première session du Comité spécial chargé de définir un mandat pour l'élaboration d'une convention-cadre des Nations Unies sur la coopération internationale en matière fiscale.

25. Le HCDH a également participé aux consultations sur les politiques de sauvegarde révisées de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, de la Banque asiatique de développement et de FinDev Canada traitant des questions environnementales et sociales. En janvier, il a annoncé un échange de lettres avec la Banque centraméricaine d'intégration économique qui lui permettrait de fournir une assistance technique spécialisée en vue de promouvoir l'échange d'expériences et la formation à l'appui de l'intégration de normes relatives aux entreprises et aux droits humains dans les normes, pratiques et procédures de la Banque.

4. Droits économiques, sociaux et culturels

26. À la suite de l'appel lancé par le Haut-Commissaire en 2023 en faveur d'une économie centrée sur les droits de l'homme, le HCDH a intensifié sa collaboration avec les parties prenantes, notamment les gouvernements, la société civile et les institutions nationales des droits de l'homme, en faveur de la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels.

27. S'appuyant sur son initiative Surge et les mesures visant à renforcer la promotion et la protection des droits économiques, sociaux et culturels ([A/HRC/54/35](#)), le HCDH a mis en place 18 nouveaux projets nationaux couvrant un large éventail de questions, telles que l'intersection entre le droit à un environnement propre, sain et durable et le droit à la santé, une plus grande marge de manœuvre budgétaire pour les droits humains et les objectifs de développement durable, et le recours à la transformation digitale pour une protection sociale inclusive et durable. Les projets s'inspirent des recommandations du Sommet sur les objectifs de développement durable et des six transitions⁹ qui ont suivi.

28. Le 8 avril, dans le cadre de la coopération entre le HCDH et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Haut-Commissaire et le Directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, ont organisé un dialogue de haut niveau auquel ont participé des États Membres, des organisations de la société civile et d'autres parties prenantes. Il s'agissait de faire passer clairement le message que la santé était un droit humain et de voir comment mieux protéger le droit à la santé et les autres droits humains.

5. Systèmes de soins et d'assistance

29. Le HCDH a contribué à l'élaboration d'un document d'orientation du système des Nations Unies coordonné par l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) sur la transformation des systèmes de soins dans le contexte des objectifs de développement durable et de Notre Programme commun. Ce document doit être publié en juillet. Le Haut-Commissariat a présenté un rapport sur les bonnes pratiques des dispositifs de soutien favorisant l'inclusion des personnes handicapées dans la société ([A/HRC/55/34](#)) à la cinquante-cinquième session du Conseil des droits de l'homme.

6. Environnement, changements climatiques et droits humains

30. Le Haut-Commissariat a plaidé en faveur de questions telles que la prise en compte des droits humains dans les négociations sur la biodiversité, les changements climatiques et les matières plastiques à la sixième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement, au cours de laquelle le droit à un environnement sain a été inclus dans cinq des résolutions adoptées.

31. Le HCDH a apporté son concours à diverses actions en justice, y compris des affaires judiciaires en cours, concernant le droit à un environnement propre, sain et durable. Au Honduras, il a contribué à l'élaboration du décret n° 18-2024, adopté le 21 février, qui garantit la protection et la conservation des parcs nationaux et des zones de production d'eau et interdit l'exploitation minière.

7. Corruption et droits humains

32. Le HCDH continue de promouvoir une approche multidimensionnelle qui comprend l'appui au Conseil des droits de l'homme et la collaboration avec les

⁹ Groupe des Nations Unies pour le développement durable, « Six transitions: investment pathways to deliver the SDGs », septembre 2023.

porteurs de devoirs et les titulaires de droits par l'intermédiaire de projets spéciaux, à la demande des gouvernements ou des institutions nationales. En février, il a organisé une réunion d'experts pour examiner les obstacles juridiques, pratiques et institutionnels au rapatriement des fonds d'origine illicite dans les pays d'origine et leurs effets sur la jouissance des droits humains. Pendant la réunion, on a mis en évidence certains éléments d'une approche fondée sur les droits humains pour éliminer les obstacles existants.

8. Entreprises et droits humains

33. Dans le cadre du projet B-Tech, le HCDH continue de réunir des groupes de parties prenantes afin d'encourager l'utilisation des ressources pour prévenir les risques que l'intelligence artificielle générative pourrait avoir pour les droits humains ou y faire face. En mai, le HCDH a coorganisé un atelier sur l'intelligence artificielle et l'évaluation des risques en matière de droits humains, parallèlement à la tenue de la manifestation de haut niveau du Forum du SMSI + 20 et du Sommet mondial sur l'intelligence artificielle au service du bien social. Le HCDH a mené des activités de renforcement des connaissances et des capacités sur les entreprises et les droits humains et sur l'application des principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme aux niveaux régional et national, notamment dans le cadre du projet relatif aux entreprises et aux droits humains en Afrique¹⁰ et du projet sur le comportement responsable des entreprises en Amérique latine¹¹ et dans les Caraïbes, menés avec l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation de coopération et de développement économiques.

34. Le HCDH a convoqué et appuyé des dialogues multipartites en Argentine, en Colombie, au Costa Rica, en Éthiopie et en Zambie. En mars, il a collaboré avec les institutions européennes aux fins de l'application de nouvelles politiques et législations sur les entreprises et les droits humains, notamment dans le cadre du dialogue entre l'Union européenne et l'Organisation des Nations Unies sur les entreprises et les droits humains. En avril, il a publié un guide interprétatif sur les recours en cas de violation des droits humains par les entreprises intitulé « Access to remedy in cases of business-related human rights abuse¹² ». En mai, il a organisé le premier atelier régional multipartite d'Asie du Nord-Est sur les entreprises et les droits humains, qui s'est tenu en Mongolie.

C. Paix et sécurité

1. Appui aux missions de maintien de la paix

35. Le HCDH a continué d'apporter un appui aux composantes Droits humains des opérations de maintien de la paix et des missions politiques spéciales des Nations Unies, y compris dans les contextes de transition ; il a également contribué à l'intégration des droits humains dans les politiques et les orientations des Nations Unies. Le HCDH s'est efforcé de renforcer ou préserver la prise en compte des droits humains dans les résolutions du Conseil de sécurité sur les mandats des opérations de paix en Afghanistan, en Iraq et au Soudan du Sud.

¹⁰ Projet exécuté au Libéria, au Mozambique, en République démocratique du Congo et en Zambie.

¹¹ Projet exécuté en Argentine, au Brésil, au Chili, en Colombie, au Costa Rica, en Équateur, au Mexique, au Panama et au Pérou.

¹² Disponible à l'adresse suivante : www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/business/access-to-remedy-bhr-interpretive-guide-advance-version.pdf.

2. Politique de diligence voulue en matière de droits humains et cadres réglementaires

36. Le HCDH a apporté son appui à ses présences sur le terrain, aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies et aux équipes de pays des Nations Unies pour l'application de la politique de diligence voulue en matière de droits humains en cas d'appui de l'ONU à des forces de sécurité non onusiennes.

37. Le HCDH, en partenariat avec l'Union africaine et l'Union européenne, a continué à appuyer l'application du cadre de conformité et de responsabilisation de l'Union africaine. Il a aidé l'Union africaine à accélérer l'établissement de normes par ses organes de décision ; ainsi, celle-ci a adopté une politique de protection des civils et une politique de vérification d'antécédents et de sélection pour les opérations de paix. De plus, le HCDH a examiné les règles d'engagement et les directives sur l'usage de la force pour la composante militaire et la composante Police de la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie. Il a également apporté son appui à six centres de formation d'excellence accrédités auprès de l'Union africaine afin de garantir la prise en compte de la conformité et du principe de responsabilité dans leurs programmes de formation.

38. Le HCDH entend appuyer l'application de la résolution [2719 \(2023\)](#) du Conseil de sécurité afin de garantir le strict respect de la politique de diligence voulue en matière de droits humains en ce qui concerne le soutien apporté aux opérations de paix de l'Union africaine autorisées par le Conseil de sécurité et financées au moyen des contributions statutaires de l'Organisation, et faire en sorte que ces opérations soient planifiées et menées dans le respect du droit international des droits de l'homme et du droit humanitaire.

3. Alerte rapide, prévention, protection et intervention d'urgence

39. Le HCDH s'emploie à tenir compte de la prospective stratégique et des sciences comportementales pour repérer les risques en matière de droits humains et y remédier. Les données et les analyses constituent le fondement de la coopération stratégique du HCDH aux niveaux national, régional et mondial, telles que la plateforme du Secrétaire général pour la prévention et le Comité permanent interorganisations. Cet axe de travail s'aligne sur les cinq axes de changement de l'initiative ONU 2.0 ([A/77/CRP.1/Add.10](#)) et repose sur le Nouvel Agenda pour la paix ([A/77/CRP.1/Add.8](#)).

40. Le HCDH a continué d'aider l'Union africaine à intégrer les droits humains dans son système d'alerte rapide. De plus, il a conçu et dispensé des modules de formation sur l'intégration des droits humains dans les mesures d'alerte rapide et de prévention des conflits. Il a également déployé des équipes d'intervention au Cambodge, en Équateur, en Guinée-Bissau, au Libéria, au Sénégal, en Sierra Leone et dans la région du Caucase, ainsi que dans le Territoire palestinien occupé. Afin de continuer à donner suite sur le terrain à l'appel à l'action en faveur des droits humains lancé par le Secrétaire général, le HCDH maintient son appui aux responsables des Nations Unies dans les pays en organisant régulièrement des dialogues nationaux sur les droits humains afin de recenser les besoins et les lacunes et d'analyser les perspectives existantes et potentielles en matière de programmation et de sensibilisation.

41. Le Secrétaire général et le Haut-Commissaire ont lancé l'Agenda pour la protection en février. Le HCDH a pris des mesures pour accompagner son application dans l'ensemble du système des Nations Unies.

42. Le HCDH a poursuivi ses propres travaux en matière de protection des civils en période de conflit armé, y compris la documentation et la vérification des incidents liés aux conflits qui causent des dommages aux civils ; le suivi et l'analyse de la

conduite des hostilités dans les cadres juridiques pertinents ; la promotion du principe de responsabilité ; l'assistance technique donnée aux États hôtes pour qu'ils s'acquittent de leur responsabilité de protéger les civils ; et des approches fondées sur les droits humains pour la fourniture de services humanitaires, l'accent étant mis sur les groupes les plus vulnérables.

4. Consolidation de la paix

43. À la mi-juin, le HCDH participait activement à la mise en œuvre de 25 projets financés par le fonds pour la consolidation de la paix dans toutes les régions.

44. En mai, le Centre de recherche sur les politiques de l'Université des Nations Unies a publié un rapport sur les synergies entre les droits humains et la consolidation de la paix dans le cadre des programmes financés au moyen du fonds pour la consolidation de la paix, intitulé « 2024 PBF thematic review: synergies between human rights and peacebuilding in PBF-supported programming »¹³. Les auteurs du rapport mettent l'accent sur la synergie entre les droits humains et la consolidation de la paix et mettent en lumière les meilleures pratiques issues de projets menés dans 45 pays. De plus, ils suggèrent que les perspectives et les outils liés aux droits humains complètent et renforcent les stratégies de prévention des conflits et de consolidation de la paix. Le rapport a été fait à la demande du Bureau d'appui à la consolidation de la paix du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, en partenariat avec le HCDH et la Suisse.

5. Lutte contre la violence sexuelle et fondée sur le genre, l'exploitation et les atteintes sexuelles, la traite des personnes et l'exploitation en résultant

45. Le HCDH a intégré des approches axées sur les droits humains, le genre et les victimes dans les travaux du groupe interinstitutions pour la Campagne des Nations Unies contre la violence sexuelle en temps de conflit. En mai, le bureau du HCDH en Asie centrale a lancé une évaluation de base et l'élaboration de recommandations pour ses interventions stratégiques en matière de violence sexuelle et fondée sur le genre. Au Sud-Soudan, le HCDH, l'unité consultative de protection des femmes de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud et le Département des opérations de paix ont dispensé des cours de formation sur la prévention et la répression des violences sexuelles liées aux conflits.

46. Le HCDH a continué de donner suite aux cas d'exploitation et d'atteintes sexuelles attribués aux membres des forces de sécurité non onusiennes déployées sur mandat du Conseil de sécurité en République centrafricaine. Il a fourni des conseils sur la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles aux réseaux interinstitutions des Nations Unies pour la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles au Burkina Faso, en Iraq et au Mozambique, ainsi que dans le Territoire palestinien occupé, ses bureaux locaux en ont fait de même au Cambodge et au Honduras.

47. En mars, le HCDH, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et ONU-Femmes ont publié une note d'information sur les grandes tendances de la violence fondée sur le genre contre les femmes et les filles en Afrique australe intitulée « Gender-based violence against women and girls in Southern Africa: key policy trends », dans laquelle ils donnent un aperçu des tendances de la violence fondée sur le genre dans la sous-région, qui est une violation des droits humains. La note comprend une analyse de la législation, des informations sur les politiques

¹³ Disponible à l'adresse suivante : www.un.org/peacebuilding/content/human_rights_and_peacebuilding_TR.

nationales, des plans d'action et les causes profondes de la violence fondée sur le genre, ainsi que des recommandations aux États.

48. Le HCDH a renforcé la collecte de preuves, l'analyse et le signalement de la violence fondée sur le genre, y compris la violence sexuelle liée aux conflits, qu'il s'agisse de ses propres activités ou de celles des organes mandatés, notamment en Afghanistan, en Colombie, en Haïti, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, en Somalie, au Soudan du Sud, au Sri Lanka et en Ukraine.

49. Le HCDH a poursuivi les travaux mandatés par le Conseil des droits de l'homme et l'Assemblée générale sur les pratiques néfastes, y compris les mutilations génitales transfrontières et transnationales. Il continue également à faire connaître les formes de violence fondée sur le genre et les pratiques néfastes autres que le mariage d'enfants et les mutilations génitales féminines et à appeler davantage l'attention à ce sujet.

6. Action humanitaire

50. Le HCDH a renforcé sa participation à l'action humanitaire aux niveaux mondial et national, notamment en renouvelant sa stratégie d'action humanitaire. Il a appuyé les mesures prises contre les violations des droits humains ainsi que l'inclusion des droits humains dans l'élaboration des politiques et des outils.

51. Le HCDH a continué de participer à des groupes de travail sur la protection, à des groupes de la protection et à des équipes de pays pour l'action humanitaire en Afghanistan, au Burkina Faso, au Cameroun, en Colombie, en Éthiopie, en Haïti, au Honduras, à Madagascar, au Mali, au Mozambique, au Nigéria, en République arabe syrienne, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, en République de Moldova, en Somalie, au Soudan, au Soudan du Sud, au Tchad, en Ukraine, au Venezuela (République bolivarienne du) et au Yémen, et dans le Territoire palestinien occupé, ainsi que dans des États dans le Pacifique. Le HCDH a dirigé les groupes de la protection en Haïti et dans le Territoire palestinien occupé, où il a renforcé la coordination et les interventions afin de répondre aux besoins humanitaires considérables et persistants.

D. Non-discrimination

1. Lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée

52. Le HCDH a continué d'appuyer les mandats des mécanismes des Nations Unies pour la lutte contre le racisme. En avril, il a apporté son concours à l'organisation de la troisième session de l'Instance permanente pour les personnes d'ascendance africaine. Il a continué de placer une écoute active et le dialogue avec les personnes d'ascendance africaine au cœur de ses travaux sur la justice et l'égalité raciales, notamment au moyen de consultations en présentiel et virtuelles avec des experts et des acteurs de la société civile d'ascendance africaine partout dans le monde.

53. En mars, le HCDH, le Bureau de la coordination des activités de développement et le Fonds des Nations Unies pour la population ont organisé conjointement une manifestation virtuelle de haut niveau sur la voie à suivre pour que les personnes d'ascendance africaine en Amérique latine et dans les Caraïbes parviennent à une justice raciale durable. Au Honduras, le HCDH a contribué à la rédaction et à l'adoption d'un décret exécutif pour la création, en avril, d'une commission intersectorielle de haut niveau chargée de l'application des arrêts de la Cour interaméricaine des droits de l'homme en faveur du peuple garifuna.

2. Migration et développement

54. Le HCDH a fourni une assistance technique aux États et aux autres parties prenantes pour concevoir et appliquer des mesures de gouvernance de migrations respectueuses des droits humains et a fait des missions de suivi dans plusieurs régions frontalières, notamment entre l'Équateur et le Pérou. Il a poursuivi ses activités relatives à la protection des droits humains des migrants, notamment au Bangladesh, au Costa Rica, en Inde, en Libye, à Madagascar, en Malaisie, en Mauritanie, au Panama et en Thaïlande, ainsi que dans le cadre de sa collaboration avec l'Union européenne et ses États membres.

55. Le HCDH a continué à faire partie de plusieurs plateformes de coordination interinstitutions pour les réfugiés et les migrants et a donné un appui aux capacités de surveillance et d'établissement de rapports des institutions nationales des droits humains, notamment au Costa Rica, au Maroc et au Panama. Il a également publié une vidéo illustrant la manière dont les voies de migration régulière permettent de prévenir et de traiter les vulnérabilités en matière de migration¹⁴.

56. Le 15 mai, le HCDH a organisé une réunion-débat intersessions sur les moyens de prévenir et de combattre les violations des droits humains et les atteintes à ces droits commises contre les migrants en transit et de garantir l'accès des victimes et des membres de leur famille à la justice.

3. Peuples autochtones et minorités

57. Le HCDH a continué de collaborer avec les parties prenantes au niveau mondial pour l'élaboration de lois antidiscriminatoires détaillées dans le cadre du lancement en 2022 du guide pratique pour l'élaboration d'une législation antidiscriminatoire complète¹⁵. Il a également contribué à d'autres questions d'inclusion des minorités en Bolivie (État plurinational de), au Guatemala, au Nicaragua, aux Philippines et en Ukraine, et a lancé, avec des partenaires en Amérique du Nord et du Sud, la carte de la mémoire romani dans les Amériques, une initiative collaborative de cartographie des points de mémoire de la communauté romani¹⁶.

58. Le HCDH a encouragé l'application et la traduction dans les langues autochtones de la recommandation générale n° 39 du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes sur les droits des femmes et des filles autochtones.

59. À la suite de réunions organisées en mai par le HCDH en collaboration avec l'Université américaine de Paris, l'Université Anglia Ruskin et Bridging Spiritual Cultures, plusieurs universitaires et acteurs de la société civile d'Australie, du Brésil, du Chili, du Costa Rica, de France, du Liban, des Maldives, du Nigéria, de Norvège, de Tunisie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des États-Unis d'Amérique ont créé un cadre interuniversitaire appelé La foi pour les droits¹⁷.

4. Égalité des genres et droits des femmes

60. En mars, à la soixante-huitième session de la Commission de la condition de la femme, le HCDH a participé à la table ronde ministérielle et à des manifestations parallèles sur la pauvreté des femmes et le renforcement des institutions et du financement pour l'égalité des genres. À l'occasion de la Journée internationale des femmes, le HCDH a souligné que le leadership et la participation des femmes et des

¹⁴ Disponible à l'adresse suivante : www.youtube.com/watch?v=vUXNvOhafv4.

¹⁵ *Protecting Minority Rights: A Practical Guide to Developing Comprehensive Anti-Discrimination Legislation* (publication des Nations Unies, 2023).

¹⁶ HCDH, « Romani memory map in the Americas », 8 avril 2024.

¹⁷ Voir <https://www.ohchr.org/fr/faith-for-rights>.

filles étaient déterminants pour la paix et appelé l'attention sur la contribution des défenseuses des droits humains, des artisanes de la paix et des féministes dans le monde entier.

5. Personnes handicapées

61. Le HCDH a aidé des États à intégrer les droits des personnes handicapées dans les mécanismes intergouvernementaux. Dans ce contexte, il a contribué à la préparation du Sommet de l'avenir, de la Déclaration pour les générations futures et du Deuxième Sommet mondial pour le développement social. Il a également collaboré avec le Bureau des Nations Unies pour la jeunesse afin de mieux intégrer les droits des jeunes handicapés dans les activités du Bureau. En mai, le HCDH a participé au séminaire-retraite de Wilton Park sur l'avenir des droits des personnes handicapées, organisé par le Mexique et le Royaume-Uni.

6. Orientation sexuelle, identité de genre et caractéristiques sexuelles

62. Le HCDH a continué d'œuvrer pour la protection des personnes LGBTIQ+ et le respect de leurs droits. En mai, la campagne « Libres et égaux » des Nations Unies a lancé, avec l'aide de champions au Brésil, au Cabo Verde et en Inde, une nouvelle campagne thématique à l'occasion de la Journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie, afin de voir comment les alliés pouvaient contribuer à l'égalité des personnes LGBTIQ+ dans leurs communautés¹⁸.

63. Le HCDH a aidé des États, des entités des Nations Unies, des organisations de la société civile, des entreprises et d'autres parties prenantes à intensifier la sensibilisation et l'appui à l'égalité des droits des personnes LGBTIQ+, à analyser les projets de législation, à soutenir les réformes juridiques et politiques et à faire progresser la suite donnée aux recommandations des mécanismes de défense des droits humains.

7. Personnes âgées

64. Le HCDH a contribué aux travaux de la quatorzième session du Groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement, qui s'est tenue à New York, en mai, en soumettant notamment deux documents de travail¹⁹. En collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales, il continue de contribuer à la promotion et à la protection des droits des personnes âgées dans le système des Nations Unies par l'intermédiaire du secrétariat du Groupe de travail.

65. En juin, le HCDH a organisé une réunion d'experts pour examiner les défis et les lacunes de la législation et des dispositifs internationaux des droits humains concernant la violence, la maltraitance et la négligence à l'égard des personnes âgées dans tous les contextes, notamment privé, public et institutionnel, ainsi que dans certains contextes, tels que les conflits armés, les catastrophes naturelles et les pandémies.

8. Enfants et jeunes

66. Le HCDH a continué à renforcer l'esprit d'initiative des jeunes et à promouvoir leurs droits humains. En avril, en partenariat avec Education Above All, le HCDH a entamé la nouvelle phase d'un projet visant à donner aux jeunes les moyens de défendre leurs droits humains et à les mobiliser à cet effet. En 2025, le HCDH organisera une académie des droits de la jeunesse et travaillera avec des jeunes du monde entier pour renforcer leurs capacités. Il promeut également une boîte à outils

¹⁸ Voir www.unfe.org/fr/what-we-do/our-campaigns/alliesinaction.

¹⁹ A/AC.278/2023/CRP.2 et A/AC.278/2024/CRP.4.

pour la défense des droits des jeunes ²⁰. Le HCDH et l'organisation non gouvernementale Education Above All ont mis en place le Conseil consultatif de la jeunesse afin d'associer véritablement les jeunes à la conception et l'exécution des activités de projet.

67. Dans le cadre de la suite donnée à son rapport sur les enfants et les droits humains intitulé « Children's vision for human rights²¹ », le HCDH a renforcé son action auprès des enfants par des activités prescrites, notamment la séance d'une journée par an consacrée aux droits de l'enfant par le Conseil des droits de l'homme portant sur la protection sociale inclusive, qui s'est tenue en mars.

E. Établissement des responsabilités

1. Justice transitionnelle

68. L'application de la note d'orientation du Secrétaire général sur la justice transitionnelle comme outil stratégique pour les personnes, la prévention et la paix intitulée « Transitional justice: a strategic tool for people, prevention and peace²² », qui a été publiée en octobre 2023, a été lancée par une série de réunions d'information stratégiques destinées à un ensemble diversifié de parties prenantes et par la création d'un groupe de travail interinstitutions permanent des Nations Unies sur la justice transitionnelle.

69. Le HCDH a continué d'apporter une assistance technique à des États et à d'autres parties prenantes concernant les mécanismes de justice transitionnelle et l'établissement des responsabilités dans le cas de violations commises en Éthiopie et en République démocratique du Congo ; la prise en compte, pour la première fois, des disparitions forcées dans les politiques publiques en Colombie, ainsi qu'un plan d'action lié au système national de recherche des personnes portées disparues ; et des contributions au projet final de stratégie de justice transitionnelle pour le Kosovo²³. Le HCDH, en consultation avec les parties prenantes, a continué à diriger les travaux de l'équipe de démarrage de l'Institution indépendante chargée de la question des personnes disparues en République arabe syrienne.

2. Peine de mort

70. Le HCDH a collaboré avec les États Membres pour promouvoir l'abolition de la peine de mort. Dans ce contexte, il a saisi les autorités de facto en Afghanistan et les autorités des États-Unis d'Amérique, de l'Iran (République islamique d'), de l'Iraq, du Nigéria, de la République démocratique du Congo et de Singapour pour certains cas individuels.

3. Lutte contre le terrorisme et prévention de l'extrémisme violent

71. Le HCDH a continué à œuvrer à l'intégration des droits humains dans les mesures prises par les États pour prévenir et contrer le terrorisme et l'extrémisme violent. Au cours de la période considérée, le HCDH a fourni des conseils techniques aux États Membres sur les politiques et la législation nationales en matière de lutte contre le terrorisme.

²⁰ Voir <https://youth4yes.com/fr/>.

²¹ HCDH, « Children's vision for human rights », décembre 2023.

²² Disponible à l'adresse suivante : https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/transitionaljustice/sg-guidance-note/2023_07_guidance_note_transitional_justice_en.pdf.

²³ Toute mention du Kosovo doit s'interpréter à la lumière de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité.

72. En mai, le HCDH a participé à la cinquième réunion de coordination des Assemblées parlementaires sur la lutte contre le terrorisme, coorganisée par le Bureau de lutte contre le terrorisme ; il a mis l'accent sur les lacunes récurrentes en matière de droits humains dans les mesures de lutte contre le terrorisme et sur le rôle qui incombait aux parlementaires de les combler. En mai également, le HCDH a lancé une boîte à outils pratique sur le renforcement des droits humains dans la stratégie et la politique de lutte contre le terrorisme, à l'intention des responsables gouvernementaux et des décideurs²⁴.

4. Administration de la justice et application de la loi

73. Le HCDH a continué de suivre, de former et de conseiller les institutions publiques et d'autres acteurs pour renforcer l'administration de la justice et l'état de droit, notamment au Costa Rica, en Eswatini, en Éthiopie, à Fidji, en Gambie, au Guatemala, en Haïti, au Honduras, en Indonésie, en République de Moldavie et en Ukraine.

74. Le HCDH a participé à la trente-troisième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à Vienne, du 13 au 17 mai. Dans une déclaration, un représentant du HCDH a exprimé son inquiétude au sujet des négociations sur le projet de convention des Nations Unies contre la cybercriminalité (crimes commis au moyen des technologies de l'information et des communications) ; de la reconnaissance faciale et des technologies de surveillance de masse ; des modèles de police prédictive ; des audiences de garde à vue en ligne et des effets éventuels de la neurotechnologie sur les interrogatoires.

75. Le 17 mai, au titre du point de l'ordre du jour relatif aux contributions de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale aux travaux du Conseil économique et social, y compris le suivi et l'examen et l'application du Programme de développement durable à l'horizon 2030, un représentant du HCDH a déclaré que la réalisation de la cible 16.3.2 de l'objectif de développement durable concernant la réduction de la proportion de la population carcérale en instance de jugement accusait un retard important, et que le caractère obligatoire de la détention provisoire contribuait non seulement à la surpopulation carcérale, mais sapait également les efforts visant à remédier aux conditions carcérales et à garantir la justice.

5. Droits humains et politique en matière de drogue

76. Conformément à la position commune en matière de drogues adoptée par les Nations Unies en 2018, le HCDH a continué à collaborer avec les États Membres pour encourager des politiques en matière de drogues fondées sur les droits humains. En février, il a organisé une table ronde sur les défis en matière de droits humains dans la lutte contre tous les aspects du problème mondial de la drogue. En mars, le Haut-Commissaire a fait une déclaration liminaire au segment de haut niveau de la soixante-septième session de la Commission des stupéfiants, qui s'est tenue à Vienne, dans laquelle il a salué l'engagement renouvelé en faveur des droits humains dans la déclaration de haut niveau sur la politique en matière de drogues adoptée par la Commission et a appelé à un changement transformateur de la politique mondiale en matière de drogues.

77. Le HCDH a continué à apporter un appui spécial aux autorités nationales et à d'autres parties prenantes afin d'encourager les approches fondées sur les droits humains dans les politiques en matière de drogues au Brésil, en Colombie, en Jordanie, au Pakistan, aux Philippines, au Sri Lanka et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

²⁴ HCDH, « Strengthening human rights in counter-terrorism strategy and policy: a toolkit », 2024.

F. Participation

1. Renforcement et protection de l'espace civique et de la participation citoyenne

78. En appuyant le mandat de la Sous-Secrétaire générale aux droits de l'homme, haute fonctionnaire désignée par le Secrétaire général pour encadrer l'action des Nations Unies concernant les représailles liées à la coopération avec l'ONU, le HCDH a continué à appuyer les travaux du système des Nations Unies visant à prévenir l'intimidation et les représailles à l'encontre des personnes qui coopèrent avec l'ONU et à lutter contre ces comportements. À cet égard, le HCDH a collaboré avec d'autres entités des Nations Unies pour rendre plus sûres et plus inclusives les voies de participation de la société civile aux réunions et forums des Nations Unies.

79. Dans le cadre du lancement de l'Agenda pour la protection, le HCDH a poursuivi ses efforts pour renforcer la protection des acteurs de la société civile. En avril, les bureaux régionaux du HCDH en Amérique centrale et en Amérique du Sud, les présences nationales du HCDH en Colombie, au Guatemala et au Mexique, ainsi que la Commission interaméricaine des droits de l'homme ont organisé une réunion régionale avec des défenseuses et défenseurs des droits humains, des personnes rescapées, des procureurs, des opérateurs judiciaires et des experts internationaux afin de renforcer la coopération et de soutenir la coopération régionale et l'adoption de politiques publiques pour la protection des défenseuses et défenseurs des droits humains.

80. Dans le cadre de son premier programme régional dans la région de Micronésie, le HCDH facilite les dialogues inclusifs et la prise de décision avec les ministères et les parties prenantes locales dans les États fédérés de Micronésie, à Nauru et à Palau, en vue de renforcer la cohésion sociale à la suite de la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19). Le programme est exécuté conjointement avec le PNUD et ses partenaires, avec le soutien du fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine.

2. Espace numérique

81. Le HCDH a continué à participer aux discussions des entités des Nations Unies sur la désinformation, le discours haineux, la gouvernance des contenus en ligne et les fermetures d'Internet, afin de veiller à ce que les droits humains soient pris en compte lors de l'adoption de mesures concernant ces questions. Il a intensifié ses activités de sensibilisation en faveur d'une gouvernance des contenus en ligne et de l'intelligence artificielle fondée sur les droits, et a collaboré à cet effet avec des États, des entreprises technologiques et le Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour les technologies. Le HCDH a poursuivi son dialogue avec la société civile et les entreprises de médias sociaux au sujet de la modération des contenus dans les situations de conflit, notamment dans le Territoire palestinien occupé.

82. Le HCDH a contribué et participé à des forums intergouvernementaux et multipartites sur la gouvernance d'Internet, la coopération numérique, les nouvelles technologies et les droits humains, aidant des États Membres et d'autres parties prenantes à s'investir dans les questions des droits humains liées aux technologies numériques. Il a également contribué au projet des Principes mondiaux des Nations Unies pour l'intégrité de l'information, élaboré par le Département de la communication globale.

83. Le HCDH a participé activement, par des consultations, des analyses et des soumissions, aux côtés d'États Membres et d'autres parties prenantes, à des

négociations concernant le projet de convention des Nations Unies contre la cybercriminalité²⁵.

3. Processus électoraux

84. Le HCDH a surveillé le respect des droits humains et sensibilisé à cette question dans le contexte d'élections, notamment en Afrique du Sud, au Cambodge, aux Comores, en Dominique, aux Fidji, en Gambie, en Guinée-Bissau, au Libéria, en Libye, à Madagascar, au Mexique, au Nicaragua, en République démocratique du Congo, en Serbie, en Sierra Leone et au Venezuela (République bolivarienne du). Le HCDH a déployé des équipes d'intervention pour surveiller le respect des droits humains dans les processus électoraux au Guatemala, en Guinée-Bissau, au Liberia, au Sénégal et en Sierra Leone. Il a également sensibilisé aux normes en matière de droits humains, à l'alerte rapide, au suivi et à l'établissement de rapports dans le contexte des élections au Tchad, en Eswatini, au Mozambique, au Sénégal et au Soudan du Sud.

85. En mai, le HCDH a publié une note d'information sur les discours de haine dans le contexte électoral, afin d'aider à faire la différence entre le discours licite, le discours de haine illicite et l'incitation à la haine, et à définir la réponse appropriée²⁶.

4. Appui aux institutions nationales et mécanismes régionaux de défense des droits humains

86. Le HCDH a fourni des conseils juridiques, une évaluation des capacités et des besoins ainsi qu'un renforcement des capacités dans le cadre de la création ou du renforcement des institutions nationales des droits de l'homme en Algérie, au Belize, au Bénin, en Bosnie-Herzégovine, au Botswana, au Brésil, au Cabo Verde, au Cambodge, au Tchad, à Djibouti, au Lesotho, au Liberia, à la Libye, à la République de Moldavie, au Maroc, au Népal, à la Macédoine du Nord, à Oman, au Panama, aux Philippines, à la Thaïlande, à la Fédération de Russie, à l'Ukraine et à l'Ouzbékistan. Le HCDH a soutenu la participation de 91 institutions nationales des droits de l'homme aux travaux du Conseil des droits de l'homme, de l'examen périodique universel et des organes conventionnels, et a facilité leurs relations avec ces organes. Il a organisé un programme de bourses pour le personnel des institutions nationales des droits de l'homme dotées du statut « A », comme les institutions du Cameroun, du Salvador, de l'Indonésie, du Kenya, des Philippines et de l'État de Palestine.

87. Le HCDH, le PNUD et l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme, dans le cadre de leur partenariat tripartite, ont apporté leur soutien à 13 institutions nationales des droits de l'homme afin de renforcer leurs capacités en matière de surveillance du respect des droits humains, dans le cadre des entreprises et des droits humains, de la protection de l'environnement, des droits de la femme et de l'égalité des genres, de l'alerte rapide et de la prévention, et de la planification stratégique²⁷.

5. Éducation aux droits humains

88. Dans le cadre du forum de la jeunesse du Conseil économique et social, qui s'est tenu à New York en avril, le HCDH, l'UNESCO et le Bureau des Nations Unies pour la jeunesse ont organisé une manifestation participative pour tous les jeunes sur

²⁵ Voir www.ohchr.org/en/documents/tools-and-resources/human-rights-and-draft-cybercrime-convention.

²⁶ HCDH, « Hate speech and incitement to hatred in the electoral context », note d'information, 2024.

²⁷ Comores, Costa Rica, Équateur, Géorgie, Jordanie, Malawi, Maldives, Macédoine du Nord, Nigéria, Pérou, République de Moldavie, Timor-Oriental et Ukraine.

l'éducation aux droits humains, animée par des membres du réseau SDG4Youth et de l'initiative Jeunes leaders pour les objectifs de développement durable. Le HCDH a également mené une consultation dynamique d'experts sur le projet de plan d'action pour la cinquième phase (2025-2029) du Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme, qui a rassemblé des représentants d'entités des Nations Unies, d'organisations et de réseaux de la société civile, ainsi que des enfants et des jeunes. Le projet final sera soumis au Conseil des droits de l'homme pour adoption.

Chapitre III

Gestion et administration

89. Le HCDH a fait progresser l'initiative de délégation d'autorité, renforçant les capacités opérationnelles de ses bureaux extérieurs afin qu'ils puissent gérer les voyages, les achats, les acquisitions à faible coût, les contrats des consultants et des vacataires, la gestion des actifs ou la gestion des donateurs, sous la supervision du siège. Plus de 200 utilisateurs ont été intégrés à Umoja et les bureaux extérieurs sont désormais en contact direct avec les prestataires de services des Nations Unies, ce qui a permis d'améliorer le traitement des transactions et la réactivité et de rationaliser la prestation de services.

90. Le HCDH a continué à moderniser son infrastructure numérique. La plateforme « Events » gère efficacement les déclarations orales et écrites, les manifestations parallèles, le tirage au sort numérique et la présentation préalable des questions au Conseil des droits de l'homme. Il a également fourni le premier module d'une solution numérique pour la gestion des plaintes émanant d'un particulier soumises dans le cadre des procédures de plainte des organes conventionnels et du Conseil des droits de l'homme, en vue d'améliorer l'accessibilité et l'efficacité.

91. Les activités du HCDH visant à accroître l'efficacité de l'organisation comprenaient un examen complet des opérations mondiales afin d'évaluer les besoins en capacités de base, d'éliminer les doubles emplois, d'assurer une application efficiente et de rafraîchir la vision, la culture et les stratégies de l'organisation en matière de mobilisation des ressources et de partenariats. De plus, le HCDH s'est concentré sur l'intégration des cinq axes de changement de l'initiative ONU 2.0, notamment les données, l'innovation et la prospective stratégique. Les propositions formulées à l'issue de cet examen incluent des éléments permettant d'accroître continuellement les effets et de réaliser des gains d'efficacité, qui se concrétiseront dans les années à venir.

Chapitre IV

Conclusions

92. Cette année, les conflits se sont intensifiés, de même que les risques d'une explosion de violence et de guerre. Les effets néfastes des changements climatiques ont déjà des répercussions massives sur la jouissance des droits humains et les inégalités dans les pays et entre eux se creusent.

93. Les atteintes à l'intégrité physique de personnes civiles ainsi que la destruction d'infrastructures vitales sont devenues des faits quotidiens dans de nombreuses régions touchées par des conflits, alimentées par une rhétorique de haine, clivante et déshumanisante. Dans de nombreux pays, les parties au conflit violent les droits humains et sapent le cadre normatif international.

94. Les violations des droits humains se produisent en toute impunité. Chaque nouvel acte de violence accroît le risque d'un seuil de tolérance toujours repoussé, et donc d'une souffrance humaine encore plus grande. Dans un monde de plus en plus polarisé, la confiance envers les structures de gouvernance nationales et internationales diminue, tout comme l'espace pour la dissidence et le dialogue.

95. Une approche basée sur les droits humains reste le meilleur outil pour l'alerte rapide et la prévention. Le HCDH renforce les systèmes de prévention et d'alerte rapide pour s'attaquer aux moteurs et aux causes profondes des tensions, de la violence et des conflits. L'Agenda pour la protection fournit le cadre permettant de réagir efficacement et de garantir une meilleure protection des personnes et le respect de leurs droits.

96. Aux niveaux international et national, les droits humains doivent être au centre de toutes les activités de consolidation de la paix et de prévention. Ils doivent également occuper une place centrale dans les négociations sur le climat, dans le cadre de l'action environnementale. Il faut donc un effort collectif de la part de l'ensemble des parties prenantes.

97. L'urgence climatique et les catastrophes liées au climat touchent de manière disproportionnée les pauvres du monde entier et certaines des populations les plus marginalisées, qui y ont le moins contribué et en subissent pourtant le plus les effets, notamment dans les petits États insulaires en développement, les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral.

98. Les effets des catastrophes climatiques sont souvent aggravés par des inégalités préexistantes, telles que l'insécurité alimentaire et la discrimination, ainsi que par des ressources limitées dues au surendettement, au manque de marge de manœuvre budgétaire pour les dépenses publiques et aux obstacles à l'accès au financement à des conditions favorables. Établir la responsabilité des dommages environnementaux, y compris prévoir un recours approprié au droit pénal, contribuera à faire du droit à un environnement propre, sain et durable une réalité sur le terrain.

99. Le HCDH continue d'encourager les États Membres à placer les droits humains au centre de tous les aspects de la prise de décision économique, comme les traités commerciaux, les accords d'investissement, les politiques environnementales, la réglementation des entreprises et les cadres de développement. L'économie centrée sur les droits de l'homme est un levier pour la justice sociale : elle promeut l'égalité des chances, une véritable participation et l'investissement dans les services essentiels. Elle contribue à renforcer la confiance dans les institutions publiques, favorisant ainsi un contrat social durable. Elle influe également sur la réforme de l'architecture financière internationale.

100. L'inégalité est une réalité multidimensionnelle. Des changements démographiques profonds, des populations en recul et vieillissantes dans les pays à revenu élevé et des populations en hausse et de plus en plus jeunes dans les pays à revenu faible ou intermédiaire posent de nouveaux défis à la jouissance des droits humains. Les politiques et les programmes doivent tenir compte de l'intersectionnalité de toutes les formes de discrimination, d'exclusion et de marginalisation, y compris la fracture numérique, si l'on veut respecter l'engagement pris dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 de ne laisser personne de côté.

101. Le racisme systémique à l'encontre des personnes d'ascendance africaine est exacerbé par l'héritage du colonialisme et de l'esclavage. Il se manifeste de multiples façons, depuis les inégalités socioéconomiques jusqu'à la manière dont les forces de l'ordre et les systèmes de justice pénale traitent de manière discriminatoire les personnes d'ascendance africaine. Il reste encore beaucoup à faire et le HCDH continue de lutter contre ce fléau, en collaboration avec différents partenaires.

102. Aucun pays ne peut considérer comme acquis les progrès réalisés en matière de droits de la femme. Chacun doit faire preuve de vigilance et de constance dans la lutte contre les atteintes aux droits des femmes et des jeunes filles. Le HCDH continue de s'opposer aux discours négatifs, de favoriser l'inclusion et de respecter les droits et la dignité de chacune et chacun, partout dans le monde. Il faut également redoubler d'efforts pour mettre fin à la discrimination et à l'exclusion fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Le discours de haine sous toutes ses formes est inacceptable, dangereux pour la cohésion sociale et ne présage rien de bon.

103. Le HCDH continue de protéger et de faire respecter les droits des défenseuses et défenseurs des droits humains, des journalistes et d'autres personnes, qui font de plus en plus l'objet d'attaques parce qu'elles cherchent à faire la lumière sur les violations et les atteintes. On observe également une tendance croissante et inquiétante aux agressions verbales, aux menaces et aux représailles, ainsi qu'aux campagnes virulentes sur les médias sociaux, à l'encontre d'institutions et de mécanismes internationaux, y compris le HCDH et les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales.

104. La commémoration du soixante-quinzième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme en décembre dernier a démontré la force de l'engagement mondial en faveur de l'universalité et de l'indivisibilité des droits humains. Près de 800 engagements ont été pris par des États Membres, des entités des Nations Unies, des organisations intergouvernementales, des institutions nationales des droits de l'homme, des parlements, la société civile, des entreprises et d'autres acteurs pour faire progresser les droits économiques, sociaux et culturels, le droit au développement, le droit à un environnement propre, sain et durable, ainsi que les droits civils et politiques. Nombre d'entre eux ont déjà été réalisés et le HCDH continuera à assurer le suivi de ces engagements.

105. Le Haut-Commissaire se félicite également de la mobilisation croissante des populations du monde entier, y compris des jeunes, qui exigent que des changements s'opèrent pour faire respecter les droits humains, l'égalité et la justice. Ce mouvement comprend des personnes qui prennent des risques personnels considérables et se heurtent à de nombreux obstacles. Les droits humains sont le socle sur lequel ces mouvements peuvent s'appuyer.

106. Le HCDH s'efforce d'être prêt pour l'avenir. Grâce à un modèle de leadership repensé, à de nouveaux partenariats et au recours aux sciences comportementales, à l'analyse des données, à l'innovation et à la prospective stratégique pour reconnaître et traiter les risques en matière de droits humains, le HCDH sera à la fois un partenaire de confiance et une autorité de premier plan, faisant progresser l'ensemble des droits

humains pour toutes et pour tous, dans le monde entier. Cet engagement du HCDH découle des enseignements tirés de l'initiative Droits humains 75 et s'aligne sur les cinq axes de changement de l'initiative ONU 2.0, plus vaste, ainsi que sur Notre Programme commun. Pour que ces initiatives puissent être bien exécutées, il faudra renforcer le système des droits humains.

107. Un système des droits humains solide et efficace est la clé d'une bonne coopération multilatérale et de la construction d'un avenir meilleur pour les personnes et la planète. Le Sommet de l'avenir et le Pacte pour l'avenir, y compris la Déclaration sur les générations futures et le pacte numérique mondial, représentent une occasion cruciale de présenter une vision d'un monde futur fondé sur la dignité, la justice et le respect de l'ensemble des droits humains pour toutes et tous. Le Haut-Commissaire demande instamment à tous les États de veiller à ce que notre engagement commun en faveur des droits humains soit bien intégré dans le Pacte pour l'avenir et ses annexes.

